

CHINE : FICHE PAYS – MAI 2026



Catégorie OCDE (2026) : 2/7

Notes agences (S&P / Moody's / Fitch) : A+ / A1 / A

Change : Yuan (RMB) / Régime de change flottant administré

Horizon de l'objectif de neutralité carbone : 2060

FORCES

- Solides amortisseurs macroéconomiques
- Importantes réserves de change
- Montée en gamme des exportations
- Investissements importants dans les infrastructures

FAIBLESSES

- Endettement très élevé des entreprises et premier seuil d'alerte atteint pour les ménages
- Système bancaire fragilisé par la dégradation de la qualité du crédit et par le *shadow banking*
- Tensions politiques récurrentes avec les Etats-Unis
- Retournement du marché immobilier

SYNTHÈSE :

Évolution des risques : stable

Environnement macroéconomique et financier :

- Vulnérabilité de la croissance : Une croissance toujours soutenue en 2025 (+5 %) ne saurait masquer les déséquilibres d'une économie marquée par des surcapacités de production et une consommation privée qui semble faire face à un plafond de verre. Dans cette configuration, l'export est redevenu un puissant relais de croissance et ce malgré les vents contraires avec la montée du protectionnisme. Un ralentissement est attendu en 2026 (+4,6 % selon la Banque Mondiale) alors que les autorités tenteront de réduire les surcapacités. A moyen terme, si des défis subsistent (endettement élevé, couverture insuffisante de la protection sociale, vieillissement de la population), la Chine mise sur le développement technologique (IA, 6G, technologies quantiques notamment) pour renforcer sa résilience et son auto-suffisance ;
- Vulnérabilité des comptes publics : Le prolongement du soutien public conduit à un déficit public très creusé (-7,9 % du PIB en 2025). L'endettement et la forte opacité autour de la structure de la dette des gouvernements locaux reste un point vigilance ;
- Vulnérabilité extérieure : Le *dumping* pratiqué par la Chine consolide son excédent courant mais l'expose désormais à la montée globale du protectionnisme. Toujours très administré, le Yuan peine à s'imposer comme une monnaie de poids à l'international.
- Vulnérabilité du secteur bancaire : Si les plus grandes banques semblent solides, le risque bancaire reste non négligeable avec une dégradation de la qualité des actifs et de la solvabilité de banques de plus petites tailles.

Environnement politique et gouvernance :

- Stabilité socio-politique : La sécurité nationale constitue le nouvel axe politique du pays. Les relations restent tendues avec les Etats-Unis (Taiwan, semi-conducteurs, guerre commerciale, etc.), avec un risque élevé de nouvelles mesures coercitives ;
- Climat des affaires : Le processus d'ouverture aux investisseurs étrangers se poursuit mais plusieurs éléments (risque réglementaire, géopolitique, etc.) conduisent à une perception moins favorable de la Chine par les investisseurs étrangers.

Environnement et politique du climat :

- Vulnérabilité climatique : Les risques climatiques sont intégrés de manière croissante dans les décisions de politique économique. Malgré l'intensification des investissements dans les ENR, la Chine fait face à un risque de transition non négligeable lié à sa dépendance au charbon. Les aspects climatiques apparaissent plus secondaires dans le 15^e plan quinquennal.

STRUCTURE DES ÉCHANGES

Principaux partenaires commerciaux + France

Part moyenne des échanges de marchandises entre 2021 et 2025 (% du total)

Exportations		Importations	
1 Etats-Unis	14,7%	1 Taïwan	14,7%
2 Hong Kong	8,8%	2 Corée du Dsud	8,8%
3 Japon	4,6%	3 Japon	4,6%
4 Viet Nam	4,4%	4 Etats-Unis	4,4%
23 France	1,3%	19 France	1,6%

Source : ITC

Principaux produits échangés

Part des échanges de marchandises en 2025 (% du total)

Exportations		Importations	
Equipement élect.	26,9%	Equipement élect.	24,3%
Equipements méca.	16,0%	Combustibles	17,2%
Voitures	6,6%	Minerais	10,4%
Matières plastiques	3,8%	Equipements méca.	9,7%
Meubles	3,1%	Métaux précieux	4,6%

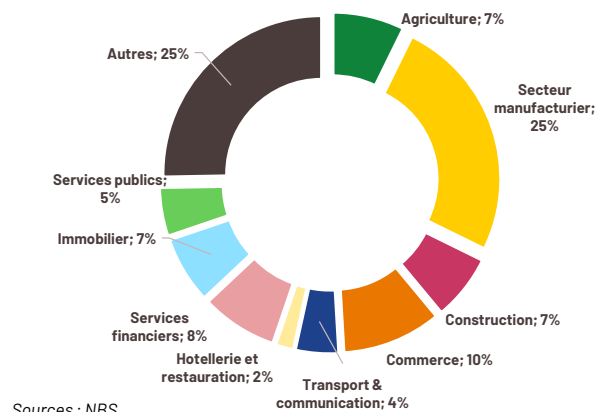


TABLEAUX DES PRINCIPAUX INDICATEURS

CHINE	2022	2023	2024	2025 (e)	2026 (p)	2027 (p)
STRUCTURE ECONOMIQUE						
PIB (Mds USD, courant)	18 338	18 367	18 945	19 626	20 852	21 929
<i>Rang PIB mondiale</i>	2	2	2	2	2	2
Population (Mns)	1 411,8	1 409,7	1 408,3	1 405,1	1 401,9	1 398,7
<i>Rang Population mondiale</i>	2	2	2	2	2	2
PIB / habitant (USD)	12 989	13 029	13 453	13 968	14 874	15 678
Croissance PIB (%)**	3,1	5,4	5,0	5,0	4,6	4,5
Inflation (moyenne annuelle, %)**	2,0	0,2	0,2	0,0	0,6	1,0
Part exportations manufacturées (% total exp.)*	92,7	91,9	91,2	NA	NA	NA
FINANCES PUBLIQUES						
Dette publique (% PIB)	77,3	84,1	90,4	99,2	106,9	112,5
Solde public (% PIB)	-7,3	-6,7	-7,1	-7,9	-8,2	-8,4
Charge de la dette publique (% recettes budg.)	NA	NA	NA	NA	NA	NA
POSITION EXTERNE						
Solde courant (% du PIB)	2,4%	1,4%	2,2%	3,7%	3,5%	3,3%
IDE (% du PIB)****	-0,1%	-0,9%	-0,8%	-0,4%	NA	NA
Réserves (en mois d'importation B&S)****	12,8	13,2	13,3	13,7	NA	NA
Dette extérieure totale (% PIB)	13,4%	13,4%	12,9%	12,7%	12,2%	NA
Dette extérieure CT (% PIB)	8,2%	7,4%	7,2%	7,1%	6,8%	NA
Taux de change***	6,7	7,0	7,1	7,1	NA	NA
SYSTÈME BANCAIRE						
Fonds propres / actifs pondérés	15,2	15,1	15,7	15,4	NA	NA
Taux de NPL	1,6	1,6	1,5	1,5	NA	NA
ROE	9,3	8,9	8,1	8,2	NA	NA
SOCIO-POLITIQUE						
Rang gouvernance Banque Mondiale (214 Pays)*	126	120	119	NA	NA	NA
CLIMAT						
Rang émissions de CO2 par hab. (160 pays) ^a	21	18	21	NA	NA	NA
Rang ND-Gain (181 pays) ^b	71	71	NA	NA	NA	NA
Rang politique climat (64 pays) ^c	10	11	9	9	NA	NA

Légendes : (e) estimations ; (p) prévisions. Sources : FMI, *Banque Mondiale, **ADB, ***PBoC, ****CEIC, a : Eurostat, b : Notre Dame Global Adaptation Initiative, c : Germanwatch

Chine : part des secteurs dans le PIB (2023)

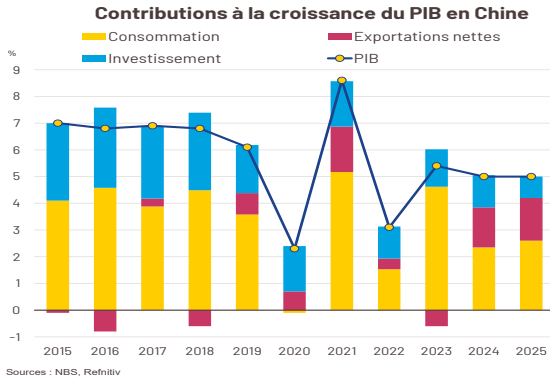




1. SITUATION ECONOMIQUE

• L'export porte la croissance

En 2025, l'activité (+5 %) a été tirée par les exportations (excédent commercial record de 1 200 Md USD, soit 6 % du PIB), dans un contexte de hausse de la demande externe, par anticipation des droits de douane américains, et d'un *dumping* chinois sur les prix.



La recherche de débouchés externes s'explique en partie par un marché domestique peu porteur, avec une demande interne restée morose. Son rebond au S1 a été essentiellement dû aux effets des subventions à la consommation avant qu'ils ne s'estompent au S2. Dès lors, l'écart entre ventes de détail (+3,7 % en m.a) et production industrielle (+5,9 %) s'est creusé. Dans ce contexte, l'« involution »¹ a pesé sur les marges des entreprises (seulement +0,6 % en m.a).

Si l'investissement s'est replié 2025² (-3,8 % en m.a), il a toutefois été très dynamique dans certains secteurs à forte valeur ajoutée et / ou orienté à l'export : les services informatiques et logiciels (+8,8 %), les équipements de transports (+11,3 % tiré par le secteur naval) ou encore les véhicules (+11,7 %).

• Ralentissement attendu en 2026

Malgré un fort acquis de croissance à la fin du T1 2026 (+3,1 %), l'activité devrait légèrement ralentir en 2026. Les autorités visent une croissance du PIB comprise entre +4,5 % et +5 %, tandis que le consensus table plutôt sur une croissance légèrement inférieure à +4,5 %, en raison de la multiplication des vents contraires.

En premier lieu, la montée globale du protectionnisme³ pose la question de la capacité renouvelée des exportations nettes à porter la croissance du PIB. A ce titre, les effets de la guerre en Iran seraient ambigus : en pesant sur la demande mondiale, la guerre menacerait

la dynamique des exportations chinoises ; en revanche, les besoins liés à l'électrification des économies stimuleraient les exportations (automobiles, biens électroniques, panneaux solaires, etc.). Concernant les importations, le montant de la facture énergétique sera conditionné au scénario de sortie de crise au Proche-Orient (40 % de l'approvisionnement chinois en combustibles). Des stocks chinois importants de pétrole⁴ et un mix électrique reposant sur d'autres sources d'énergie (cf. Partie 5) atténuent néanmoins les risques.

Du côté de la consommation privée, le nouveau programme de subventions à la consommation s'avère moins ambitieux que celui de 2025 (passant de 300 Md à 250 Md RMB). L'absence d'éclaircie pour le secteur immobilier, en crise depuis 2022, et des tensions sur le marché du travail continueraient de peser sur la confiance des ménages. La rapide hausse des prix à la production en mars (+1 % m/m), liée principalement aux tensions mondiales sur le prix des hydrocarbures, devrait avoir un impact limité sur les prix à la consommation⁵, car partiellement compensée par le mécanisme de régulation des prix du pétrole. Si des mesures ont été prises pour soutenir le revenu des ménages⁶, sans réformes structurelles (notamment pour élargir les filets de sécurité sociale), l'expansion de la consommation ferait face à un plafond de verre à court et moyen terme.

Le rebond de l'investissement au T1 2026 (+1,7 % en g.a) a principalement été tiré par les investissements dans les infrastructures (+8,9 %) des gouvernements locaux (GL). Cependant, comme en 2025, les annonces d'émissions d'obligations spéciales par les GL (cf. Partie 2) n'auront pas vocation à entièrement alimenter ce type d'investissement⁷. De plus, la nécessité de réduire les surcapacités de production irait de paire avec un investissement manufacturier limité. Le relâchement des conditions de financement⁸ permettrait en revanche de soutenir le crédit et l'investissement dans les secteurs des hautes technologies et ceux orientés à l'export.

• Nouveau virage technologique avec le 15^e plan quinquennal ?

Le 15^e plan quinquennal ne communique pas sur une cible de croissance du PIB à moyen terme mais met l'accent sur un « développement de haute qualité ». La sécurité (alimentaire, énergétique, cyber, financière) prime sur les objectifs économiques traditionnels, avec six secteurs innovants jugés prioritaires (IA, quantique, 6G, biomédicale, interfaces cerveaux ordinateurs, énergie - nucléaire et hydrogène). Les autorités visent par ailleurs une augmentation des dépenses de R&D de +7 % par an (+10 % / an en moyenne, en valeur, entre

¹ Contexte de creusement entre offre et demande où la concurrence exacerbée mène à une guerre des prix et au repli des profits.

² Pour des raisons multiples : prolongement de la crise immobilière, lutte des autorités contre les surcapacités de production ou encore difficultés financières de certains gouvernements locaux

³ Si la Chine bénéficie d'une trêve commerciale avec les Etats-Unis jusqu'à novembre 2026, les produits chinois font face à une montée des mesures protectionnistes, notamment en Union Européenne.

⁴ 1 397 barils fin 2025 selon l'EIA, permettant de couvrir les besoins en pétrole pendant 3 à 4 mois.

⁵ Prévision d'inflation à +0,6 % en m.a en 2026 selon la BAD.

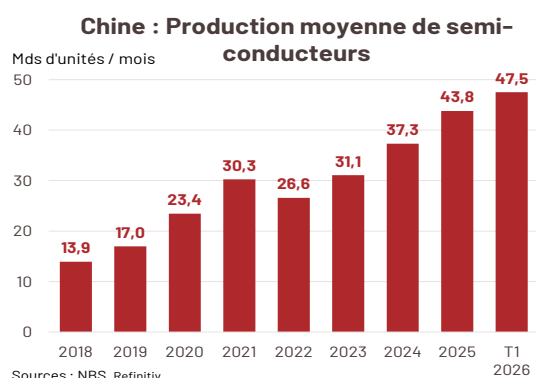
⁶ Augmentation du salaire minimum dans la majorité des provinces, hausse des dépenses d'éducation, pour la petite enfance, etc.

⁷ Une partie des fonds levés ont davantage vocation à refinancer une partie de leur dette et à apporter un soutien financier à d'autres acteurs (des véhicules financiers comme les LGFV, cf. Partie 2) afin de préserver la stabilité financière.

⁸ Injonction des autorités à réduire les taux de référence pour les prêts (Loan Prime Rate) et baisse attendue par le consensus du ratio des réserves obligatoires en 2026.



2020 et 2025). Pour y parvenir, des allègements fiscaux sont prévus pour ces investissements et 189 Md USD (1 % du PIB) de soutien public seront alloués dès 2026 au développement technologique. Il s'agira également d'augmenter la production de semi-conducteurs et de rapidement monter en gamme sur les puces les plus avancées⁹. Pour y parvenir, les autorités souhaitent intensifier l'exploration et la constitution de réserves de minerais critiques, pour une meilleure maîtrise en amont et en aval de la chaîne de valeur.



En revanche, le plan ne mentionne que de manière très secondaire les aspects liés au renforcement de la consommation privée, pourtant très présents dans le 14e plan. Cela peut être interprété comme une volonté de préserver le modèle économique actuel, avec le risque qu'en privilégiant toujours des politiques d'offre le phénomène d'involution perdure, sans forte concentration sur certains marchés (consolidation où les entreprises les plus rentables absorbent les autres).

- **Des défis pour la croissance de long terme**

La Chine fait face à un défi démographique de taille¹⁰. Une réforme des retraites a notamment été lancée afin de progressivement reculer l'âge de départ à la retraite d'ici 2028¹¹. De plus, la dualité du marché du travail alimente les inégalités de revenus et contribue à accroître l'importante épargne des ménages (43 % du PIB, près de 29 % du RDB selon la PBOC), accentuant les déséquilibres du modèle économique chinois (cf. [analyse sur Bpifrance Le Lab](#)).

Des doutes subsistent quant à la capacité des autorités à financer la croissance de l'activité, alors que les niveaux d'endettement sont déjà très significatifs et qu'une partie des mesures budgétaires semblent davantage correspondre à une nécessité de désamorcer les risques financiers plutôt que de véritablement soutenir l'activité. Il s'agit en partie de répondre aux

difficultés de certains GL, contraints par la faiblesse de leurs recettes¹². En outre, les marges monétaires ne sont pas extensibles, la PBoC faisant par ailleurs face à des conflits d'intérêts : volatilité du Yuan, risque de bulle obligataire, profitabilité des banques, etc. Le niveau d'endettement privé est très élevé en Chine (258 % du PIB) et semble limiter les capacités d'endettement, plus particulièrement pour les ménages.

- **Vigilance pour le secteur bancaire**

La crise immobilière depuis 2022 accentue la dégradation de la qualité du portefeuille des banques (même si cela ne se traduit pas par une hausse du ratio de prêts non performants : 1,5 %¹³). L'ensemble du système bancaire a été recapitalisé courant 2025, et une nouvelle vague de recapitalisation est prévue en 2026, révélatrice du problème de solvabilité des banques, surtout rurales qui présentent des ratios de fonds propres pondérés des risques faibles (13,2 %). En 2026, le renouvellement de dépôts à terme à des taux d'intérêt plus bas soutiendrait les marges nettes sur intérêts.

2. FINANCES PUBLIQUES

Depuis 2020, le déficit public s'est fortement creusé en raison des mesures successives pour soutenir l'activité. Le déficit public a atteint -7,9 % du PIB en 2025, en lien avec le prolongement du soutien public dans un contexte où les recettes fiscales se sont repliées¹⁴ (-1,7 %). En 2026, le FMI prévoit un déficit de -8,2 %, soit proche de celui observé en 2025. Sur un champ n'intégrant pas l'ensemble des administrations, les autorités visent quant à elle un déficit public à -4 % du PIB (contre -3,9 % estimé en 2025).

La situation financière des GL reste très hétérogène, avec un niveau de vulnérabilité élevé dans certaines provinces¹⁵. Depuis 2025, les GL bénéficient de plus de souplesse pour lever d'importants montants de dette (quotas de 4 400 Md RMB en 2026, 3 % du PIB), de quoi faire face à leurs échéances et atteindre leur cible de croissance (entre +4,5 % et +7 %, selon les provinces). Ces montants servent également à répondre à la problématique de l'exposition plus ou moins directe à des véhicules de financement (LGFV¹⁶), en proie à des risques de refinancement et de liquidité. Un programme d'échange de dette « hors bilan », lié à des garanties accordées par les GL au LGFV a notamment été lancé en 2025. La dette officielle des GL aurait quasi doublé entre 2019 et 2025 (39 % du PIB) et le FMI estime que ces chiffres sous-estiment le niveau d'endettement, avec une part liée aux LGFV qui avoisinerait 60 % du PIB.

⁹ Malgré l'autorisation de l'administration Trump délivrée à Nvidia pour exporter des puces H200 vers la Chine, cette dernière limite la distribution de licences d'importation pour inciter les entreprises à ne pas dépendre de l'approvisionnement de pays tiers.

¹⁰ Selon les autorités, le nombre de personnes de plus de 60 ans passera de 20 % de la population actuellement à 29 % en 2035.

¹¹ Pour les hommes : de 60 à 63 ans, pour les femmes de 55 à 58 ans (pour les « professions de bureaux », de 50 à 55 pour les autres).

¹² Les GL se voient confiés d'ambitieux objectifs de croissance malgré un déficit structurel de recettes. En moyenne, 40 % de leurs recettes proviennent de retombées fiscales liées au secteur de l'immobilier (cessions de terrain, taxes).

¹³ En intégrant les prêts « à mention spéciale », réunissant l'ensemble des prêts de qualité inférieure, le ratio est nettement supérieur. Même en les intégrant, il serait largement sous-estimé selon Fitch et Moody's.

¹⁴ Fort recul des recettes liées à l'immobilier des GL. De plus, une activité économique tirée par les exportations a tendance à générer moins de recettes du fait du système de remboursement de la TVA sur les biens intermédiaires aux exportateurs.

¹⁵ Par exemple : Chongqing, Jiangxi, Jilin, Heilongjiang, Hunan, Guangxi, Guizhou, Mongolie Intérieure, Qinghai et Tianjin.

¹⁶ Les LGFV sont intimement liés aux GL, via des garanties fournies par ces derniers, et se servent de terrains comme collatéral pour lever des fonds et développer des projets d'infrastructures confiés aux GL.



3. POSITION EXTÉRIEURE

- **La compétitivité coût booste les exportations**

Fort d'un excédent commercial record (cf. Partie 1), l'excédent courant a augmenté en 2025 (+3,7 % du PIB). Le repli de l'indice des prix à l'export depuis le S2 2023 a offert un avantage compétitif aux exportations chinoises, autant dans les produits historiquement exportés (textile, acier, chimie, machines-outils) que pour des biens à plus haute valeur ajoutée. Cette politique commerciale agressive, permise par une politique de subventions avantageuses¹⁷, suscite néanmoins des réponses protectionnistes de part et d'autre du globe. Si les exportations vers les Etats-Unis se sont repliées en raison de la guerre commerciale (-18,8 % en valeur), cela a été plus que largement compensé par la dynamique vers l'ASEAN (+13,4 %) et l'Europe (+5,5 %). La Chine bénéficie également d'un atout à l'export, avec le raffinage de terres rares lui conférant un avantage décisif dans les chaînes de valeur liés à la transition écologique, les véhicules électriques ou encore la défense¹⁸.

L'internationalisation des entreprises chinoises passe aussi par une multiplication d'implantations à l'étranger, en accélération dans plusieurs pays depuis 2024 (Allemagne, Asie du Sud Est, Brésil, Hongrie, Maroc, Mexique, par exemple), plus particulièrement dans les secteurs automobiles et électroniques selon Rhodium.

- **Un Yuan qui reste fortement administré**

Malgré un excédent courant en progression, le Yuan est resté stable face à l'USD et s'est même déprécié face à l'euro (-4,3 %). Au-delà du fait que le régime de change reste fortement administré, le pays a accusé des sorties nettes de capitaux en 2025 (-150 Md USD), probablement en lien avec l'élargissement de *Bond Connect*¹⁹, la stratégie d'internationalisation des entreprises chinoises, un différentiel de taux d'intérêt en défaveur de la Chine, ou encore une perception négative des investisseurs étrangers.

Début 2026, le Yuan tend à s'apprécier face à l'USD, avec notamment un fort intérêt des investisseurs étrangers pour des placements sur des titres chinois. Face à ce phénomène, les banques interviennent massivement sur le marché des changes pour tempérer ces pressions haussières (cf. graphique).

Jusqu'à maintenant, l'internationalisation du Yuan, objectif des autorités à long terme, peine à convaincre²⁰. Néanmoins, le poids international du Yuan a vocation à s'accroître²¹, et la guerre en Iran pourrait donner un coup

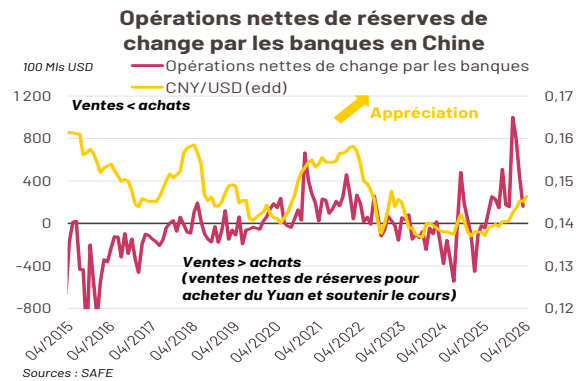
¹⁷ Selon Wind, les subventions à la production représenteraient 20-30 Ms USD/an depuis 2018. D'autres calculs, répertoriés par l'OMC, tablent plutôt sur une estimation entre 240 et 820 Md USD/an.

¹⁸ Durant l'été 2025, la Chine a momentanément suspendu ses exportations vers l'UE pour répliquer aux menaces tarifaires.

¹⁹ Programme permettant à des investisseurs domestiques ou étrangers d'effectuer des investissements croisés *via* Hong Kong.

²⁰ Sa part dans les réserves de change internationales atteint seulement 1,95 % fin 2025 contre 2,8 % au S1 2022

de *boost* inattendu, avec des règlements de livraisons de barils libellés en Yuan qui s'accroissent.



4. ASPECTS POLITIQUES

A la suite de la modification de la Constitution en 2018, le Président Xi Jinping a vu son 3^e mandat être validé en 2022. Un remaniement (vice-président, Premier ministre, gouvernement) a laissé place à un renforcement de la garde rapprochée de Xi Jinping au détriment d'anciennes figures emblématiques. Les positions du Président laissent entendre que l'accent sera mis sur la nécessité de renforcer la sécurité nationale.

Après 2018-2019²², D. Trump a réenclenché une guerre commerciale. Les tensions avec les Etats-Unis sont d'ordre divers comme le trafic de drogue, mais aussi des sujets d'ordre géopolitiques : Taïwan, sécurité en Mer de Chine Méridionale, contrôle et limitation des exportations de technologies (semi-conducteurs) à destination de la Chine, etc. La Chine a par exemple « riposté » en suspendant les exportations de germanium, de gallium et d'antimoine²³, éléments clés pour la production de composants électroniques. La Chine joue un rôle de modérateur dans le conflit actuel au Proche Orient.

5. CLIMAT ET ENVIRONNEMENT

Malgré une exposition aux risques climatiques (inondations, sécheresse, typhons), la part des dépenses consacrées à la protection environnementale reste relativement faible (0,7 % du PIB). Signataire de l'accord de Paris, la Chine vise la neutralité carbone à horizon 2060 et s'est fixée comme objectif intermédiaire de réduire de 60 % ses émissions de CO2 par unité de PIB d'ici 2030 (par rapport au niveau d'émissions de 2005). Selon Climate Action Tracker, la Chine aurait raté sa cible entre 2021 et 2024. La Banque Mondiale estime que pour atteindre la neutralité carbone d'ici 2060, l'investissement nécessaire serait de 1,1 % du PIB / an.

²¹ Via la multiplication des accords de swaps, le règlement croissant des pays émergents de leurs échanges commerciaux ou leur remboursement de dette auprès de la Chine en RMB.

²² La Chine s'était engagée à augmenter ses importations américaines (accords de « Phase 1 »), mais n'a pas respecté ses engagements.

²³ 60 % du germanium mondial est produit en Chine et 80 % pour le gallium et l'antimoine selon Critical Raw Material Alliance.

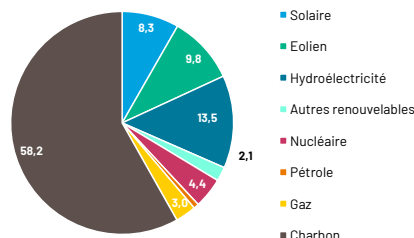


A ce stade, la Chine reste très dépendante du charbon (58 % de sa production d'énergie en 2024), ce qui l'expose à un risque de transition non négligeable. Le 15^e plan quinquennal fixe plusieurs objectifs, notamment de doubler les capacités solaires et éoliennes d'ici 2035 et faire passer la part des énergies non-fossiles à 25 % du mix électrique d'ici 2025 (contre près de 21 % actuellement). Les aspects climatiques de ce plan restent toutefois plus secondaires par rapport à d'autres thématiques (cf. Partie 1). La part du charbon restera élevée à moyen / long terme, les autorités ayant opéré un ajustement de leur stratégie à la suite des pénuries d'électricité de 2021 et 2022 et des difficultés de production en 2023.

Par ailleurs, le marché du carbone est entré dans une nouvelle phase en 2025 : une hausse des coûts de

pénalité pour le non-respect des cibles, élargissement du dispositif à d'autres secteurs (acier, aluminium, ciment) et vers une réduction des quotas d'émissions gratuits (pas d'annonce à ce stade).

Chine : production d'électricité par sources, en % (2024=10072,6 TWh)



Source : Global and European Electricity review (Ember 2025)

DIRECTION DES ETUDES, DE L'ÉVALUATION ET DE LA PROSPECTIVE

Baptiste Thornary	Chef Economiste	baptiste.thornary@bpifrance.fr
Sabrina El Kasmi	Responsable Pôle Conjoncture Macroéconomie Risque Pays	sabrina.elkasmi@bpifrance.fr

Economie Internationale et Risques Pays

Anne-Sophie Fèvre	<i>Afrique de l'Ouest, Afrique australe, CEI & Russie</i>	as.fevre@bpifrance.fr
Adriana Meyer	<i>Amérique Latine, Asie du Sud & Inde, Afrique de l'Est</i>	adriana.meyer@bpifrance.fr
Victor Lequillier	<i>MENA, Turquie, Chine, ASEAN5</i>	victor.lequillier@bpifrance.fr

Global trends, Pays Développés, Conjoncture France

Laetitia Morin	<i>France, pays développés, conjoncture PME</i>	laetitia.morin@bpifrance.fr
Thomas Laboureau	<i>France, pays développés, conjoncture ETI</i>	thomas.laboureau@bpifrance.fr

Disclaimer / Avertissement

This document and the information within do not create any contractual or legal binding obligation and Bpifrance reserves the right at any time and without further notice to modify its content and its form. This document and the information within it are provided for convenience and information purpose only and is in no way nor an advice, nor a recommendation, nor an offer to provide an investment service or of completion of any other operation and shall in no way be interpreted as a representation according to which an investment strategy or the completion of any other operation fits to any individual or entity. Before any decision is taken, any individual or entity is invited to seek advice from its own legal, taxation and financial advisers in order to make sure that the operation foreseen fits with its personal situation and its own aims and to make its own opinion regarding its own risk and financial analysis. This document and the information within are provided "as is" and Bpifrance disclaims all legal and other warranties, express, implied or usage of trade, including without limitation as to the accuracy, utility, completeness, fitness, of this document and the information within, nor as to the use that is made of them or the results to be obtained from decision that could be made by the individuals and entity having knowledge of them even if Bpifrance has been informed or was aware of their aim. This document and the information within are not meant to be circulated or used by any individual or entity in a country or jurisdiction where such circulation or use would be contrary to legal or regulatory obligations, or which might force Bpifrance to comply with any procedure or registration in such country or jurisdiction. The English version of this article is provided for convenience only and the French version shall prevail.

Ce document et les informations qui y figurent n'ont aucune valeur contractuelle ou juridique et Bpifrance se réserve le droit d'en modifier le contenu et la forme à tout moment et sans préavis. Ce document et les informations qu'il contient ont un but strictement informatif et ne constituent ni un conseil, ni une recommandation, ni une offre de fourniture d'un service d'investissement ou de réalisation de toute autre opération et ne doivent, en aucun cas, être interprétés comme une affirmation selon laquelle une stratégie d'investissement ou toute autre opération est adaptée à toute personne ou entité. Préalablement à toute décision chaque personne ou entité est invitée à consulter notamment ses propres conseils juridiques, fiscaux ou financiers afin de s'assurer de l'adéquation de l'opération envisagée avec sa situation particulière et ses propres objectifs et de former sa propre opinion au regard de sa propre analyse de risque et financière. Bpifrance ne garantit en aucun cas que ce document et les informations y figurant sont notamment exacts, utiles, complets, ou adaptés et ne fournit aucune garantie légale ou sur tout autre fondement, y compris expresse, implicite ou d'usage, ni concernant l'utilisation qui en est faite ou les résultats des décisions qui pourraient être prises par les personnes ou entités en ayant eu connaissance y compris si Bpifrance a été informée de leur objectif. Ce document et les informations y figurant ne visent pas à être distribués ou utilisés par toute personne ou entité dans un pays ou une juridiction où cette distribution ou utilisation serait contraire aux dispositions légales ou réglementaires, ou qui imposerait à Bpifrance de se conformer à des démarches quelconques ou obligations d'enregistrement dans ces pays ou juridictions. La version anglaise de cette clause est fournie à titre indicatif et la version française prévaut.